

Conférence de presse conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Stephen Harper, Premier ministre du Canada, notamment sur les relations franco et euro-canadiennes et sur la situation en Syrie, à Paris le 14 juin 2013.

LE PRÉSIDENT - Mesdames et Messieurs, j'ai reçu une nouvelle fois, et c'était un plaisir, le Premier ministre du Canada, Stephen HARPER, et je lui ai renouvelé l'amitié de la France et le souhait qui est le nôtre de multiplier encore nos échanges au cours des prochains mois. Nous aurons l'occasion d'ailleurs de nous revoir dès lundi au sommet du G8.

Cette rencontre, qui avait été précédée par un dîner avec le Premier ministre et Stephen HARPER, nous a permis d'adopter « un programme de coopération renforcée », qui va être le cadre des relations entre la France et le Canada, à travers trois grandes priorités : la croissance et le développement et la sécurité internationale et la défense et la culture, la recherche, les échanges humains.

C'était important que nous puissions donner cette cohérence à l'ensemble de nos coopérations qui, depuis longtemps, ont pu couvrir bon nombre de domaines, et là nous leur donnons un cadre.

Nous avons également évoqué la situation internationale, et j'ai rendu hommage au soutien que nous a apporté le Canada pour l'intervention au Mali, soutien politique, soutien moral, soutien également logistique et matériel, puisque des avions avaient permis de transporter du matériel et des troupes.

Nous avons aussi la volonté, le Canada et la France, d'assurer au Mali la perspective de développement, dès lors que nous avons franchi deux étapes essentielles. L'une c'était de chasser les terroristes, l'autre d'assurer la sécurité du territoire et maintenant, après les élections qui se tiendront à la date prévue, à la fin du mois de juillet, de permettre le développement du Mali. Nous avons également évoqué la Syrie, où nous partageons les mêmes inquiétudes, et donc la même volonté de faire prévaloir une solution politique et en même temps de constater qu'il y a une recrudescence des atrocités en Syrie qui, nécessairement, appellera au G8 une discussion approfondie.

Nous avons aussi évoqué un sujet important pour la France et le Canada, ce sont les commémorations pour le 70ème anniversaire du débarquement, ce sera donc l'année prochaine, et du 100ème anniversaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale.

Je rappelle que le Canada avait rejoint les alliés et nous avait apportés, à ce moment tellement difficile de notre histoire, un soutien décisif. J'inviterais donc le Premier ministre, Stephen, à revenir en France pour ces cérémonies du débarquement.

Et, enfin, nous avons parlé de la négociation commerciale entre l'Europe et le Canada. La France souhaite que cette négociation puisse être menée à bien, d'autant plus qu'elle respecte un certain nombre de principes qui, vous le savez, tiennent à cœur à la France depuis longtemps, pour ne pas dire toujours. C'est-à-dire avoir une négociation qui porte sur des domaines importants, qui permettent de développer les échanges et donc la croissance, mais qui excluent notamment les

services audiovisuels, et qui affirment l'exception culturelle. Et j'ai bon espoir que cette négociation pourra se conclure dans les prochains mois.

Voilà le sens de notre rencontre aujourd'hui, et j'ai également répondu à une invitation venant du Premier ministre du Canada, à me rendre au Canada l'année prochaine.

M. STEPHEN HARPER - Merci, merci Monsieur le président. Permettez-moi de commencer en vous remerciant pour l'accueil chaleureux et pour la cordiale hospitalité dont vous faites preuve à mon égard et à celui de toute la délégation canadienne. Je garde un bon souvenir de ma rencontre avec vous à Camp David, en mai dernier, à Paris en juin dernier, et au sommet de la Francophonie en octobre. Et en mars, c'est avec plaisir que j'ai accueilli le Premier ministre AYRAULT à Ottawa lors de sa première visite officielle au Canada.

Le Canada et la France entretiennent une solide amitié ancrée dans l'histoire, une langue et des valeurs communes. Nos deux pays croient dans les libertés, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit. Nous sommes aussi d'excellents partenaires commerciaux. Les échanges commerciaux annuels entre nos deux pays se chiffrent à plus de huit milliards de dollars. Mais il est encore possible d'élargir notre relation bilatérale commerciale. Une étude économique conjointe indique qu'un vase accord commercial entre le Canada et l'Union européenne ferait augmenter les échanges bilatéraux de 20%.

M. le président, ensemble nous travaillons aussi à améliorer la sécurité internationale, particulièrement en Libye et au Mali. M. le président, au Mali vous faites preuve d'un leadership exceptionnel, à un moment où personne d'autre n'intervenait. On peut difficilement exagérer l'importance des mesures que la France a prises dans ce pays.

Bien sûr, le Canada a volontiers contribué à cet effort. Et naturellement nous sommes partenaires au sein du G8, de l'OTAN et de la Francophonie. Aujourd'hui, je suis heureux d'annoncer qu'en vertu d'un programme de coopération renforcée, la France et le Canada travailleront encore plus étroitement sur les enjeux d'intérêt commun.

M. le président cette nouvelle initiative table sur une relation qui est déjà un modèle pour le reste du monde. Au titre de Premier ministre et au nom de tous les Canadiens et Canadiennes, je tiens à remercier le peuple français d'être des partenaires si fiables ainsi que de si bons amis de longue date, quelque chose que nous célébrerons aux anniversaires de 2014, l'année prochaine, mais aussi avec votre visite.

M. le président encore une fois je souhaiterais vous remercier pour votre chaleureux accueil et votre hospitalité.

QUESTION - M. HARPER cette semaine, vous semblez être moins optimiste que le Premier ministre David CAMERON. Il a accordé 40 minutes de son temps aux journalistes pour leur dire que cela serait dommage si cet accord de libre-échange n'était pas conclu ce week-end. Vous nous avez accordé quatre minutes de votre temps cette semaine, vous avez dit que cela prendra le temps que cela prendra. Suite à votre rencontre avec M. CAMERON, suite à votre rencontre avec M. HOLLANDE, où en sommes-nous ? M. HOLLANDE, de quoi avez-vous parlé exactement ? Avez-vous abordé la question de la propriété intellectuelle ? Du bœuf canadien ? Quest-ce qui vous agace, quest-ce qui vous dérange exactement ?

M. STEPHEN HARPER - Juste pour répéter ma réponse, le Canada n'établit pas une date limite pour une telle entente.

Je pense qu'une telle approche n'est pas dans notre intérêt. Evidemment, ces discussions sont importantes pour nos deux pays.

Nous avons beaucoup d'intérêt et je pense que la France est depuis le début de cet exercice, un grand supporter d'un accord de libre-échange. Evidemment, il y a beaucoup de dossiers, on ne va pas négocier en public, mais la réalité est que nous avons des grands gains avec un tel accord. Il est nécessaire pour nous de négocier à un point où nous sommes convaincus que nous aurons une entente qui est tout à fait dans le meilleur intérêt du Canada.

Jusqu'à ce moment, on a continué le processus.

Donc, pour répéter ce que je viens de dire, le Canada n'a pas de date butoir. Ce n'est pas dans notre intérêt, nous allons continuer à négocier. Nous voulons que les choses aillent dans le sens de l'intérêt des Canadiens.

de l'intérêt supérieur des Canadiens.

Bien entendu, le président HOLLANDE et moi-même avons parlé de ces sujets. La France a beaucoup plaidé pour cet accord de libre-échange entre le Canada et la France, depuis le début, la France a été l'un des pays en Europe qui a le plus promu cet accord. Bien entendu, les négociations sont toujours plus délicates dans certains domaines que dans d'autres.

Mais nos deux pays ont beaucoup d'avantages à tirer de cet accord et nous allons continuer à travailler avec cet objectif en tête.

LE PRESIDENT Je partage ce que dit le Premier ministre du Canada. Nous sommes dans une négociation. Il est bien compréhensible qu'à un moment, des obstacles apparaissent, des difficultés surgissent. Nous les connaissons dans plusieurs domaines et l'essentiel c'est d'avoir une volonté et d'essayer de surmonter ce qui peut à un moment être délicat pour trouver la conclusion.

Le Premier ministre du Canada a raison de ne pas fixer de date limite, pour que nous puissions traiter les sujets comme il convient.

Je rappelle que c'est la Commission européenne qui négocie au nom de l'Europe et la France est attentive, notamment sur les sujets que vous avez évoqué : l'agriculture, mais pas seulement l'agriculture pour que nous puissions trouver un bon accord.

Si nous avons ouvert cette négociation, c'est pour quelle puisse se conclure positivement pour le Canada et pour l'Europe.

QUESTION Bonjour, ma question s'adresse à vous M. le président, question française, mais d'actualité aujourd'hui sur les retraites. Je sais que la concertation va commencer la semaine prochaine, mais je voulais quand même avoir votre sentiment sur deux points qui intéressent les Français : Tout d'abord, est-ce que vous êtes favorable au rapprochement des régimes privé-public, notamment sur les régimes spéciaux ? Il paraîtrait que vous refusiez d'y toucher dans la future réforme, est-ce que vous confirmez que c'est bien le cas ?

LE PRESIDENT Je vous confirme qu'un rapport nous a été remis, je vous confirme qu'une concertation va ouvrir, je vous confirme qu'une conférence sociale est prévue et donc les sujets seront abordés et avec le souhait de trouver une réforme de long terme. Pas simplement pour redresser les comptes immédiatement.

Il y a un déficit qui est prévu de 20 milliards en 2020, nous devons couvrir cette charge mais nous devons aussi offrir aux jeunes générations une perspective pour l'avenir de leur retraite.

C'est dans cet esprit-là, de responsabilité, de justice, car il y a des inégalités à corriger, et de l'efficacité.

Donc, nous faisons en sorte de respecter nos partenaires, en l'occurrence les partenaires sociaux qui vont être bientôt associés, consultés, même si c'est le Gouvernement et seulement le Gouvernement qui prendra la décision.

QUESTION M. le Premier ministre HARPER, apparemment il y a un consensus concernant l'opposition syrienne et les armes chimiques. Apparemment, certains pays décident de mettre de côté leurs préoccupations, notamment les Etats-Unis. J'aimerais savoir quelles sont vos préoccupations ? Et pour le président HOLLANDE, j'aimerais savoir ce que vous aimeriez voir se produire en Syrie ?

M. STEPHEN HARPER Je pense que la preuve de l'usage des armes chimiques par le gouvernement de la Syrie est conclusive, ils les ont utilisées à plusieurs reprises, c'est une autre étape, un développement très dangereux, pas pour la Syrie seulement mais pour toute la région. Jusqu'à maintenant notre aide est humanitaire et pour des actions de sécurité, militaires, évidemment nous travaillerons ensemble avec nos partenaires, nos alliés de l'OTAN. Le Président HOLLANDE et moi nous avons eu des discussions très pertinentes sur cette situation, je pense que notre analyse, nos perspectives sont plus ou moins les mêmes, et j'attends avec impatience de telles discussions avec nos autres alliés au G8 cette semaine.

LE PRESIDENT - La Maison-Blanche a confirmé ce que la France savait déjà, c'est-à-dire la présence d'armes chimiques et leur utilisation, même si nous ne connaissons pas l'ampleur. Cette révélation confirme bien aussi la pression que nous devons exercer sur le régime de Bachar el-ASSAD. Et nous devons faire comprendre qu'il n'y a pas d'autre issue qu'une issue politique avec

les conséquences que le Premier ministre canadien a tirées, c'est-à-dire le départ de Bachar el-ASSAD.

Nous devons aussi exercer une pression, y compris sur le plan militaire, c'est la raison pour laquelle la France a plusieurs fois posé un certain nombre de principes, tout en demandant à l'opposition syrienne d'être particulièrement claire sur ses orientations et sur l'utilisation possible des armes dont elle pourrait être bénéficiaire. Mais au G8, où il y a la présence de la Russie, nous ferons apparaître les dangers d'une prolongation des massacres qui se produisent aujourd'hui, et des risques de radicalité ou de radicalisation des deux côtés.

QUESTION - Une question sur une grande entreprise française, France Telecom, Monsieur le Président. Il semble difficile pour Stéphane RICHARD de rester en poste dans des conditions actuelles, quel mandat allez-vous donner aux représentants de l'Etat du conseil d'administration ? Et je voulais aussi savoir si vous aviez évoqué ensemble le litige franco-canadien concernant l'extension du plateau continental au large de Saint-Pierre-et-Miquelon, merci. »

LE PRESIDENT - Nous n'avons pas évoqué la dernière question, pas plus que la première. Sur la position qui sera celle des administrateurs, un conseil est prévu lundi, et nous ferons connaître lundi notre décision. Je vous rappelle quelle sera prise en fonction d'un seul critère, l'intérêt de l'entreprise, de ses salariés et de ses clients.

M. STEPHEN HARPER - Quelle est la question encore ?

LE PRESIDENT - Sur le plateau continental de Saint-Pierre-et-Miquelon.

M. STEPHEN HARPER - Nous avons discuté de cet enjeu hier soir avec le Premier ministre AYRAULT. Vous savez très bien, il y a eu une décision dans les années 1990 sur cette question des limites de Saint-Pierre-et-Miquelon, et pour le Canada nous sommes guidés par cette décision.

LE PRESIDENT - Quand je disais que nous n'en avons pas parlé, c'était entre nous deux. Merci beaucoup.

M. STEPHEN HARPER - Merci à tout le monde.